

## Cours d'initiation à la vie économique et sociale.

Documents : « Introduction (liste des définitions) », « réflexion sur le circuit économique », tableaux avec les périodes et « conférence pour l'emploi : au forceps ».

### Introduction.

#### 1. Les indicateurs économiques.

##### 1.1 P.N.B.

Produit national brut, permet de comparer l'évolution d'un pays.

Def :

" C'est la valeur de l'ensemble des biens et des services produits par un pays pendant une année."

" C'est la richesse totale produite au cours d'une année par un pays."

" C'est l'addition de toutes les valeurs ajoutées de chaque branches d'activités depuis la matière première jusqu'au produit final."

La croissance d'un pays se mesure à l'évolution du P.N.B.

##### 1.2 Revenu national

Revenus disponibles pour les ménages.

- Salaires
- Bénéfices des indépendants
- Intérêts de l'épargne
- Dividendes des actions
- Loyer
- Allocations sociales

(Revenus de complément ou de remplacement).

##### 1.3 Balance commerciales

Recettes positive. = entrées de monnaie (exportation)	-	paiement =sortie de monnaie (importation)	>0	balance commerciale
			=0	balance commerciale équilibrée.
			<0	balance commerciale négative.

##### 1.4 Inflation (hausse du niveau global des prix)

En 1930, crise Taux d'inflation 14%

Les banques offrent 16% d'intérêt aux épargnants → 3% de "bénéfices" pour l'épargnant.

Les banques demandent 18% d'intérêt pour les crédits → 3% de "bénéfices" pour les banques.

L'inflation est mesurée par l'index.

Lorsque l'index (les prix) augmente de 2% et que cette augmentation se maintient plus de trois mois, consécutivement les salaires augmentent de 2%.

Aujourd'hui, on parle d'index de santé, tous les produits nocifs ont été retirés de l'index (tabac, essence, alcool,...).

Si l'essence augmente de 2% pendant 2 mois, les salaires n'augmentent pas.

### 1.5 Pouvoir d'achat

La quantité de biens qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir. Il y a perte du pouvoir d'achat, lorsque les prix augmentent plus vite que les revenus.

### 1.6 Productivité

\*Facteurs de production :

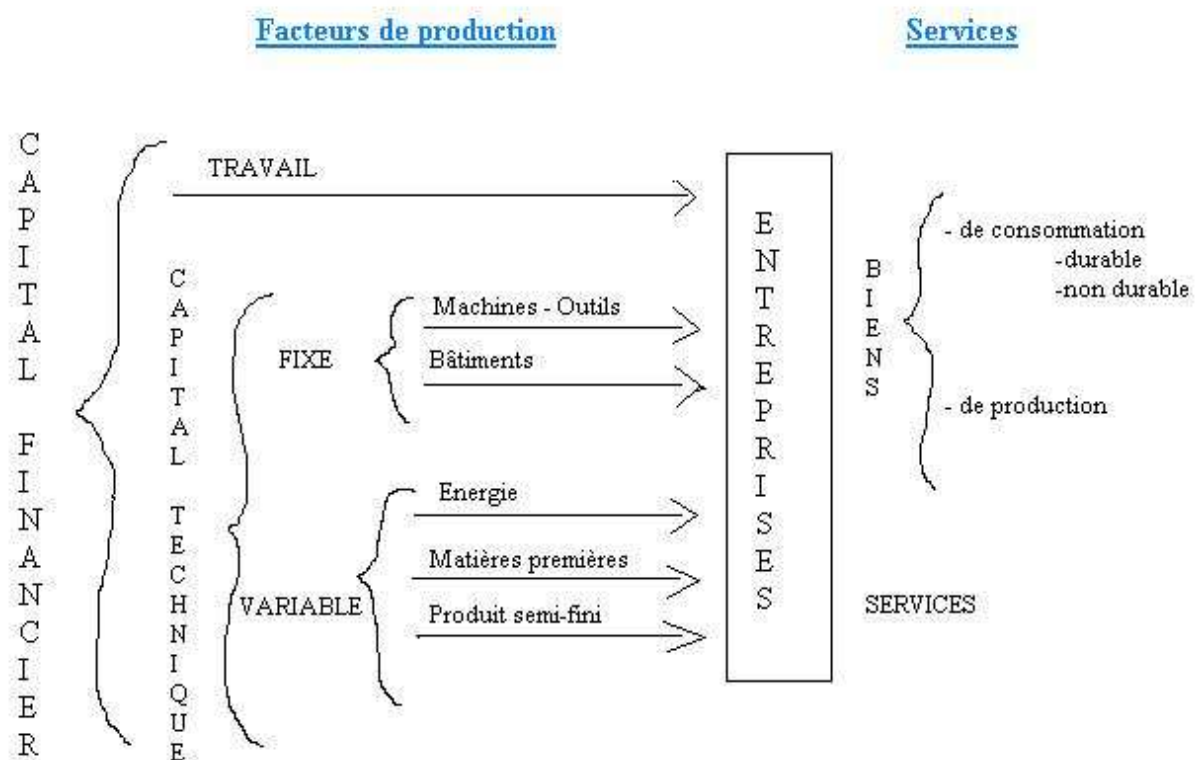
Capital financier (banque, actions, entrepreneur) qui sert à payer le travail (main d'œuvre) et le capital technique (matériel).

Travail : main d'œuvre

Capital technique : divisé en capital technique fixe et variable.

Fixe : machines, outils, bâtiments,...

Variable : énergie, produit semi-fini, matières premières,...



\*

Le principal souci du chef d'entreprise est d'augmenter la productivité. Il faut produire le plus possible avec le moins possible.

Productivité : le rapport entre la quantité produite et l'ensemble des moyens de productions utilisés pour atteindre cette quantité.

→ productivité = QUANTITE / coûts des moyens de productions

\* Pour résister à la concurrence il faut généralement une augmentation de productivité de 5% par an. Comment augmenter ?

- Soit en agissant sur le facteur travail (augmenter la rentabilité)  
H.FORD → travail à la chaîne (fût le premier à le mettre en œuvre)  
SMITH → il faut diminuer le travail en le plus grand nombre de petites tâches simples.  
TAYLOR → organisation scientifique du travail.  
Entreprise : forme pyramidale → en bas de l'échelle, pas de questions à se poser.

A noter :        en 72 : 72.000 chômeurs  
                      en 82 : 550.000 chômeurs

- Soit en agissant sur le facteur capital c à d en investissant...

### 1.7 Investissement

Un investissement, c'est une augmentation de capital technique (utilisable plusieurs fois) fixe de l'entreprise.

Il existe deux type d'investissement : de rationalisation et d'expansion.

Rationalisation : produire plus avec moins de coûts

Expansion : produire plus, avec un coût.

- Investissement de rationalisation.  
Ce sont des investissements qui visent à réduire les coûts de production. On ne cherche pas à produire plus, on cherche à produire la même quantité avec des coûts moindre.  
Ex : informatisation – robotisation, automatisation – rationalisation – restructuration.  
De 1972 à 1982 : les entreprises belges ont été obligé pour rester concurrentielles de faire d'importants investissements de rationalisation. Il fallait introduire l'informatique dans le processus de production.  
→ 72 : 72 000 chômeurs, 82 : 550 000 chômeurs. Investissements coûteux à l'époque (taux d'intérêts élevés à 17% d'où plus du tout d'argents pour investissement d'expansion.)
- Investissement d'expansion.  
Ce sont des investissements qui visent à augmenter la capacité de production de l'entreprise.  
Ex : création d'une nouvelle chaîne de production, achat d'une nouvelle filiale,...  
Il en résulte une création d'emploi → à partir de 85, le chômage diminue, les taux d'intérêts aussi, la productivité augmente et les investissements sont moins coûteux.

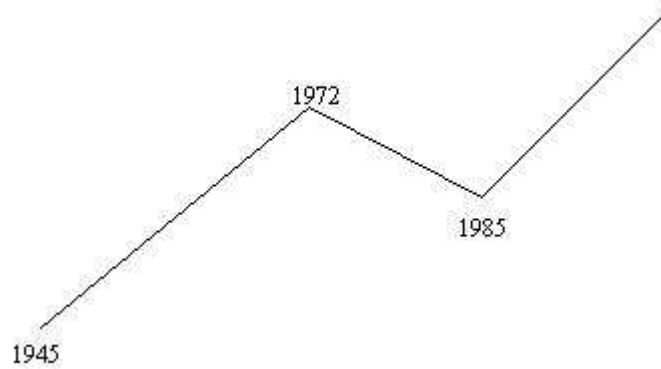
### 1.8 Taux de chômage

Taux de chômage : pourcentage de la population ACTIVE non – occupée désireuse de travailler, indemnisée.

30 glorieuses 45 → 72 avec golden sixties

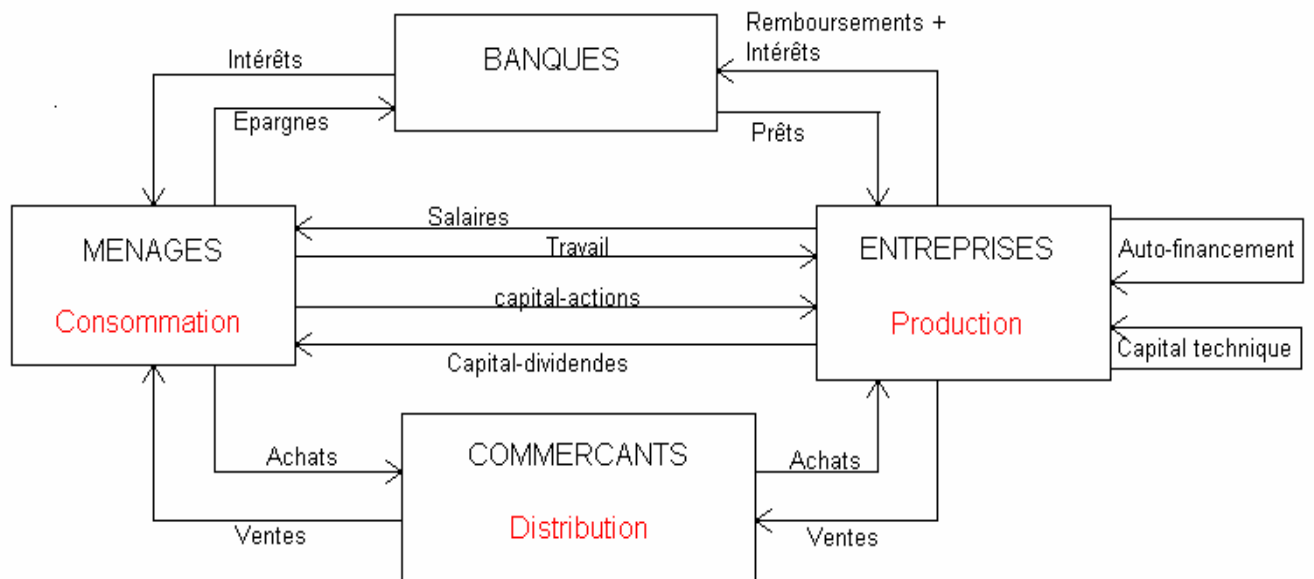
72 : il fallait s'informatiser => investir => supprimer emploi parce que investissement très coûteux.

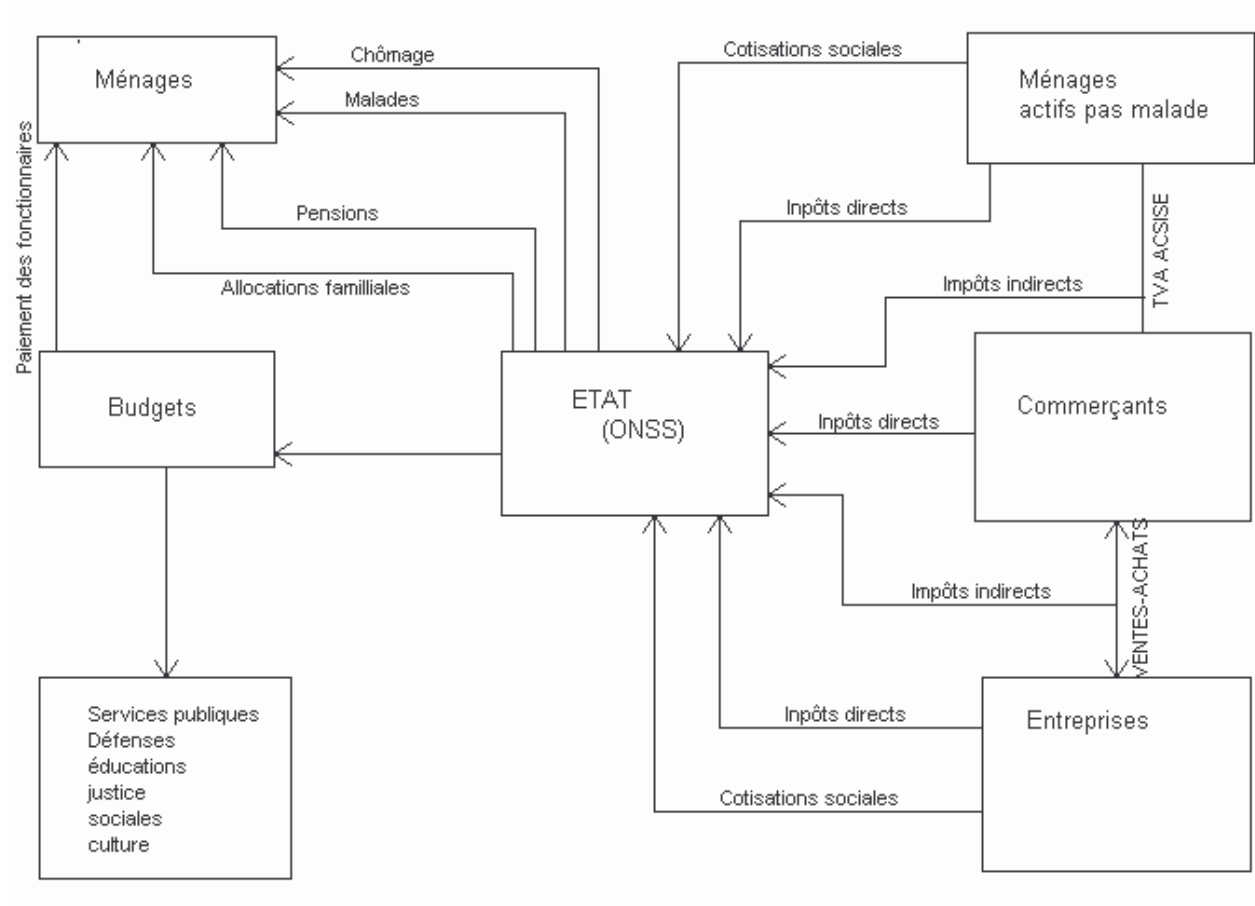
80 : taux d'intérêts + 15%



72 → 85 : investissement de rationalisation  
85 → ... : investissement d'expansion (création d'emploi)

## 2. Schéma du circuit économique.





**Politiques économique dans un pays capitaliste.**

	Théorie Keynesienne. Théorie de gauche.	Théorie monétaire. Théorie de droite.
Théorie de :	John Keynes (écologiste anglais 1883-1946)	Hilton Friedman (économiste américain, prix nobel en 1976)
Idée centrale	<u>L'accélérateur</u> Relance par la demande : si la demande augmente, cela crée du travail.	<u>Le frein</u> Relance par l'offre : diminution des coûts => chômage
Objectif	Le plein emploi : Il faut augmenter la production ainsi la demande augmente, le salaire augmente, le pouvoir d'achat augmente, la demande augmente, la production...	Rendre les entreprises + concurrentielles : Le poids de la politique keynesienne est supporté par les entreprises. Il faut rendre la compétitivité aux entreprises en diminuant les coûts de production.
Mesures concrètes	- Politique sociale : augmentation des petits salaires, des allocations, du minimex - Grands travaux publics (ponts, autoroutes, maisons de la culture) - Augmentation des services publics - Embauchent de fonctionnaires, à la SNCB, dans l'enseignement	<u>Diminution du coût du facteur travail</u> - suppression de la liaison des salaires à l'index (1982, 3index supprimé) - instauration de l'index santé - suppression des avantages extra légaux (14em mois) - établissement de statuts précaires - diminution des charges patronales (40% à l'ONSS)  <u>Diminution du coût du facteur capital, financier</u> - diminution du taux d'intérêt - aide de l'état à l'investissement - politique d'encouragement pour les jeunes indépendants - exonération fiscale pour els épargnants actionnaire investissant dans les entreprises belges  <u>Diminution du coût de l'énergie</u> - tarifs préférentiels pour les entreprises - aides aux entreprises investissant dans les économies d'énergie

Inconvénients de la politique Keynesienne

- Cela entraîne l'inflation et donc une hausse du taux d'intérêt.

En effet, une augmentation de la masse monétaire sans une augmentation parallèle du volume des biens produits a pour conséquence l'inflation. Si le taux d'intérêt augmente, les entreprises sont pénalisées.

Solution : blocage des prix

- Cela entraîne l'endettement de l'état. Une dette acceptable au début d'une politique Keynesienne devient très vite insupportable.
- Une hausse du pouvoir d'achat n'entraîne pas forcément une augmentation parallèle de la demande intérieure. On achète plus, mais des produits fabriqués dans d'autres pays.  
Solution : taxation des importations

#### Inconvénients de la politique monétariste

- La diminution des salaires entraîne une régression, apportant une hausse du chômage.
- Les entreprises recevant des aides n'investissent pas nécessairement dans le même pays (délocalisation).

### Chapitre 1 : Explication technologique de la crise – Réflexion sur la société post-industrielle.

Périodisation de l'histoire des crises du capitalisme et explication technologique des crises.  
VOIR DOCUMENT « Périodisation de l'histoire des crises du capitalisme et explication technologique des crises »

#### Périodisation de l'histoire des crises du capitalisme et explication technologique des crises.

Durée totale	1847 → 1895	1895 → 1945
Phase d'expansion	1847 → 1873	1895 → 1919
Phase de crise	1873 → 1895	1919 → 1945
Secteurs économiques et industriels moteur de l'expansion	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Machine à vapeur</li> <li>• Textile</li> <li>• Sidérurgie</li> <li>• Industrie du verre</li> <li>• Chemin de fer</li> <li>• Mine à charbon</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electricité et moteur à explosion</li> <li>• Mécanisation de l'agriculture</li> <li>• Automobile</li> <li>• Radiophonie</li> <li>• Téléphonie</li> </ul>
Source d'énergie motrice	Charbon	Charbon - Pétrole
Forme des entreprises	Entreprise familiale à la place de l'artisanal	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprise familiale</li> <li>• Premières S.A.</li> </ul>
Problèmes sociaux, luttes sociales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucune loi sociale</li> <li>• Lutte pour l'amélioration des conditions de travail</li> </ul>	Lutte pour l'amélioration de la qualité de vie
Développement des mouvements sociaux –	Lutte des classes : Capitalisme, libéralisme contre communisme et socialisme	Extrémisme → fascisme, nazisme, racisme

Idéologies		
Concurrence entre nations dominantes	G-B >> France	France >> Allemagne

1945 → 2000	2000 → ?
1945 → 1973	/
1973 → ?	/
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Electronique, pétrochimie</li> <li>• Télécommunications</li> <li>• Consommation de masse</li> <li>• Télévision</li> <li>• Industrie pharmaceutique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ordinateurs</li> <li>• Génétique</li> <li>• Espace</li> <li>• Industrie pharmaceutique</li> <li>• Exploitation des fonds marins</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pétrole</li> <li>• Nucléaire</li> <li>• Solaire, éolienne, barrage</li> <li>• Récupération (cartons,...)</li> </ul>	Thermonucléaire ↓ Fission...
Multinationale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gigantisme</li> <li>• Holding</li> <li>• Conglomérat</li> <li>• Mondialisation</li> <li>• Internationalisation</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lutte autogestion</li> <li>• Lutte participation à la prise des décisions</li> <li>• Augmentation du pouvoir d'achat</li> <li>• Syndicat incrusté dans l'entreprise</li> </ul>	Société duale → conviviale
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Féminisme</li> <li>• Ecologisme</li> <li>• Mouvements sociaux</li> </ul>	
Est >> Ouest	

En + → 1921 => 48h, 1936=> 1<sup>er</sup> congés payé et 1944 => ONSS.

Société duale : 80% rescapé de la crise, 20 % exclus (marginalisé par la crise)

Société conviviale : partage du travail et des revenus. 100% intégrés.

Passage d'une société agricole – artisanale à une société industrielle (1948).

- Secteur primaire → secteur secondaire
- Machine à vapeur = remplacement de travail manuel
- Disparition des artisans → apparition des industries
- Apparition de la classe ouvrière

Passage d'une société industrielle à une société post – industrielle (1973).

- Secteur secondaire → secteur tertiaire
- Ordinateur = remplacement du travail intellectuel

- Fin des grands ensembles → éparpillement en petites unités de productions
- Forte extension du travail à domicile
- Fin des métiers
- Homogénéisation du travail

## Finances publiques

*Documents : Feuillet (3 feuilles) « Les finances publiques »  
ATTENTION Ce feuillet reprend quelques définitions et notions mais ne constitue aucunement un plan du cours.*

### Les recettes de l'état.

#### \*Sur le salaire

*Documents : - « Précompte professionnel » (dossier de trois feuilles pour calculer les salaires)  
- tableau pour calcul salaire avec Dupont, Duran, Petit contenant exemple et exos  
- Exo corrigé de calcul de salaire*

#### Cotisation sociales du travail :

Si ouvrier (contrat de travail) : 13,07 % de 108 % du salaire brut  
Si employé (contrat d'emploi) : 13,07 % de 100 % du salaire brut

#### Cotisation sociales patronales :

Si ouvrier (contrat de travail) : 40,2 % de 108 % du salaire brut  
Si employé (contrat d'emploi) : 34,22 % de 100 % du salaire brut

- Salaire imposable = salaire brut – cotisation sociales du travail
- Salaire net = salaire imposable – précompte professionnel
- Salaire coût = salaire brut + cotisation sociales patronales

Les différentes cotisations sont versées à l'ONSS

Le précompte professionnel versé à l'état et les biens et services collectifs sont des sources de revenus de l'état.

#### \*Impôts

*Documents : « Les principaux postes de recettes », « A quoi servent nos impôts ? »*

Quelques chiffres : 2000 € en revenu du travail → 630€  
2000 € en revenu en capital → si 15% 2000 = 300 €  
=> Les impôts sur le travail sont plus important que les impôts sur le capital

Se baser sur la feuille Les principaux postes de recettes

Recettes de capital fiscales : droit de succession

Recettes de capital non fiscal : revente de ports, revente de bâtiments, de véhicules,...

Recettes courantes non fiscales : vente du monitues(journal des lois), bénéfice des entreprises  
Publiques, redevance TV – radio

Impôts indirects : TVA, taxe récupel, accises

#### Impôts directs :

- 1) Impôts sur les revenus professionnels/du travail, calculé sur les salaires, les appointements, les traitements,...

L'impôt sur les revenus est perçu par précompte calculé par le patron et versé directement à l'état

- 2) Impôt sur les revenus mobiliers calculé sur les intérêts et les dividendes perçu par précompte calculé par la banque et versé directement à l'état (15%)
- 3) Impôt sur les revenus immobiliers calculé par le revenu cadastral de la maison. Perçu par précompte payé par le propriétaire à l'état
- 4) Impôt sur les bénéfices des sociétés (barème différents que personne physique)

## Le budget de l'état

*Documents : « Budget 2001 »*

Un budget c'est les revenus et les dépenses, il doit être équilibré. S'il y a dépassement, cela entraîne un dépassement de la dette.

Dépenses courantes : frais de fonctionnement. Ex : location, chauffage, salaire

Dépenses en capital : dépenses qui augmente le patrimoine du pays, donnent une plus value.

Ex : autoroute

Budget en équilibre → Recettes totales = dépenses courantes + dépenses en capital

Budget admissible → Recettes totales = dépenses courantes  
Emprunt = dépenses en capital

Budget alarmant → Recettes totales + emprunt = dépenses courantes  
Autre emprunt = dépenses en capital

### \*Etat des finances

*Documents : « La dette publique », « Budget 2001 »*

- Solde brut à financer : ensemble des emprunts (par an)  
Pour 2001 : 16,3 milliard €  
Emprunt (ou solde brut à financer) = recettes – dépenses
- Solde net à financer = solde brut à financer – amortissements de la dette  
Amortissements : montant du capital remboursé  
Pour 2001 : 16,3 milliard – 15 milliard = 1,3 milliard € de remboursement des capitaux empruntés aux citoyens (les intérêts étaient versées chaque année)
- Déficit budgétaire global : addition de tous les soldes à financer depuis que l'état s'endette.  
Aujourd'hui : 101 % du PNB → 273 milliard €

+ feuille Budget 2001

### \*Causes du déficit → sécu

*Documents : « Causes du déficit », « Les solutions les enjeux » → logiquement agrapé*

- 1) Démographie : population vieillissante, de + en + de pension, soins de santé augmentent. Entre 2010 et 2020 beaucoup de pension dû au babyboom d'après guerre.
- 2) Niveau de l'emploi : travailleur qui perde emploi → il coûte et il ne cotise plus (  $\mathbb{L}$  ► conjecture économique)
- 3) Manque de visibilité de cette solidarité obligatoire. On ne se rend pas compte de ce qu'on paie, on ne se sens pas responsable ( on va plein de fois chez le médecin, on fait des radios 2 fois,...)
- 4) On a de nouveaux besoins  
Ex : la médecine (ex : soins à domicile, appareil plus coûteux,...)
- 5) Compétitivité des entreprises mesure : employé ne paie pas de cotisations sociales, mais recette en moins.

### Solutions :

- Financement alternatif :
  - \*ONSS financé par le travail (l'employeur qui a beaucoup, d'employé paiera beaucoup à l' ONSS)
  - \*Il faudrait que l'entreprise paie l' ONSS en fonction de ses bénéfices.
  - \*Cotisation sociales généralisé (CSG)Les cotisations sociales sont calculé sur revenu de l'épargne, l'immobilier,... bref sur l'ENSEMBLE du travail ( ≠ revenu du travail)
- Créer deux pilier :
  - 1) Revenus de remplacement financé par les cotisations sociale (ex : pension, chômage, paiement des indemnité) c à d uniquement ONSS
  - 2) Revenus de compléments (allocation familiale, remboursement soins de santé) seraient financé par fiscalité c à d l'Etat.

Danger : les flamand veulent régionalisé les fiscalité par région → ORSS

## ONSS

*Documents : tableau sur l ONSS, « Cotisation à la sécurité sociale », exemple de fiche sur remboursement de soins médicaux ( il y a le logo mutualité chrétienne sur la droite), « FMP », « FAT », « ONAFTS », « ONVA », « INAMI », « ONEM »*

A part le statut social de l'indépendant et quelques définitions et notions, toutes est sur les documents.

### \* Définitions et notion

Dans le tableau principal sur l' ONSS

- à ONEM, réparti à CAPAC ou syndicats....  
Il existe 3 syndicats :
  - Confédération des syndicats chrétiens
  - FGTB : fédération générale travail Belgique
  - CGSLB : central général syndicat libéraux Belgique

➔ La confédération des syndicats chrétien et la FGTB ont la même force. (1.200.000 affiliés) et la CGSLB est un peu en retrait (centaines de milles d'affiliés).

Les trois paie la même choses que la CAPAC sauf qu'on est mieux traité qu'à la CAPAC, on est client chez eux (il y a donc de légères cotisations à payer) et veulent donc nous garder.

A la CAPAC, c'est des fonctionnaire, et comme tout bon fonctionnaire, faut rien leur demander (à Mouscron c comme ça en tout cas !)

- A INAMI mutualités  
Il en existe 5 :
  - 1) Mutualité socialiste
  - 2) Mutualité sociale chrétienne
  - 3) Mutualité libérale
  - 4) Mutualité neutre (communiste)
  - 5) Mutualité professionnelle

### **\*Le statut social de l'indépendant**

*Documents : « Indépendant / Salarié : les différences ».*

INASTI institut national d'assurance sociale pour travailleur indépendant

L'indépendant paie une cotisation sociale trimestrielle proportionnelle aux revenus (462 € ➔ 2918 €) à une caisse d'assurance de son choix. Celle-ci reverse à l' INASTI qui donnera

- 1) Pension (voir chiffres)
- 2) Allocation familiales (identique que le salarié, sauf pour le premier enfant, il touche moins)
- 3) Remboursement soins santé mais uniquement gros risques
- 4) Indemnité de maladie (voir documents)

### **\*Les différentes sortes d'entreprises**

#### Entreprise individuelle

- Les capitaux proviennent de l'entrepreneur par autofinancement ou emprunt
- L'entrepreneur dirige, c'est lui le patron
- Les bénéfices retournent au patron seul, lui seul décide d'investir ou non.
- - En cas de faillite l'entrepreneur est totalement responsable de toutes ses dettes
- Statut ➔ toujours indépendant

#### SPRL (Société Privée à Responsabilité Limitée)

- - les capitaux proviennent de min. 2 associés
- capital min. de départ (18.592 €)
- parts de valeur égales (un des deux associés peut en avoir plus)
- Une assemblée générale d'associé désigne et contrôle un gérant
- Les bénéfices sont partagés à la fin de l'année entre les associés en fonction du nombre de parts détenus

- Les associés ne sont responsables que à concurrence de la valeur des parts détenus. Le statut du gérant est soit indépendant soit salarié. Les SPRL ne peuvent faire des activités de financement

#### SPRLU (SPRL unipersonnelle)

- Les capitaux proviennent de l'entrepreneur avec un capital de départ min. de 18.592 €
- L'entrepreneur décide seul
- L'entrepreneur gère seul les bénéfices
- En cas de faillite : séparation du patrimoine privé et du patrimoine commercial. Si faillite on en rembourse ainsi que ce qu'on a mis dans sa société. Le statut est toujours indépendant.

#### SA (Société anonyme)

- Les capitaux proviennent de min. 2 actionnaires qui ont soit des actions nominative ou des actions au porteur (action nominative → assemblée générale, action au porteur → averti par la presse). La société est parfois cotée en bourse. Le capital de départ est de 61.974 €
- Les actionnaires faisant parti de l'assemblée générale désigne un conseil d'administration qui nomme un comité de gestion courante qui lui-même choisira un PDG
- Les bénéfices sont partagés entre les actionnaires en fonction de la valeur de l'action
- Responsabilité des actionnaires limitée à la valeur de l'action. Statut du PDG est salarié(cadre). Toutes les activités sont permises.

### DOCUMENTS A COMPLETER

Document Fmp : pas d'ajout

Document Fat : pas d'ajout

Document Onafts :

1 Allocation de naissance :

Ex : 1<sup>er</sup> enfant 983,68 € (si triplés 3\*983 €)

2eme enfant 740,10 €

3eme enfant 740,10 €

Prime d'adoption : 964,4 €

2 Allocation familiale

Montant :

Montant de base	6-12 ans	12-18 ans	+18ans
1 <sup>er</sup> enfant 72,61 €	+25,22 €	+38,58 €	+49,01 €
2em 134,35 €	//	//	//
3em 200,59 €	//	//	//

Ex : 3 enfant

\*19 ans => 72,61+49,01 = 121,62

\*14 ans => 134,35+28,58= 172,93

\*5 ans => 200,59

En tout => 495,14 €

Document ONVA :

- II.a 20 jours donne 2 jours  
106 à 125 jours donne 9 jours  
202 à 211 donne 11 jours  
+230 donne 20 jours  
Nb : congé salaire = presque 2 fois le salaire
- II.b On ne passe pas par l'ONSS, c'est l'employeur qui paie  
A condition = -....  
-....la fin des études avant 1er novembre  
-...

Document ONPS :

Pas de feuille donnée...Note à faire soi-même :

Pension de retraite pour une carrière complète :

Pour un ménage : min. 1040,5 €

Pour un isolé : min. 832,66 €

Pension de survie : 819 €

Document INAMI :

Ticket modérateur : part réelle payé par le patron (rem : même si 7,20 => convention 7,15 €)

Intervention de la mutuelle pour un Ouvrier (contrat de travail) :

Du 1<sup>er</sup> au 14<sup>em</sup> jours : 100% du salaire payé par le patron (à noter 1<sup>er</sup> jours pas payé)

Du 14<sup>em</sup> jour à 1 mois : 60% du salaire payé par la mutuelle + 40% par le patron

De 1 mois à 1 année :

- si chef de famille ou isolé : 60% du salaire brut payé par la mutuelle (max 60€/jours \* 6)

- si cohabitant : 55 € du S. brut (max 50€/jour \* 6)

1 an et plus (invalidité) : 65 % si chef de ménage

45 % si isolé

40 % si cohabitant

Intervention de la mutuelle pour un employé (contrat d'emploi) :

Du 1<sup>er</sup> jour à 1 mois : 100% du salaire payé par le patron

De 1 mois à 1 année :

- si chef de famille ou isolé : 60% du salaire brut payé par la mutuelle (max 60€/jours \* 6)

- si cohabitant : 55 € du S. brut (max 50€/jour \* 6)

1 an et plus (invalidité) : 65 % si chef de ménage

45 % si isolé

40 % si cohabitant

Demande à faire en cas de maladie :

1 prévenir le patron le 1<sup>er</sup> jour

2 envoyer le certificat médical dans les 48 heures

3 se laisser examiner par le médecin de contrôle payé par le patron et le médecin conseil payé par la mutuelle.

4. prévenir la mutuelle dès 14 jours pour l'ouvrier ou 1 mois pour l'employé  
**ATTENTION ne pas oublier de prévenir la mutuelle ATTENTION**

Document ONEM :

II.

2.1 1<sup>er</sup> cas : le cas du jeune qui a terminé ses études et qui n'a jamais travaillé  
**=> allocation d'attente (et non de chômage)**

Conditions :

1. Etre inscrit comme demandeur d'emploi au forem (01/09 au + tard)
2. avoir effectué un stage d'attente (période de recherche active) de 233 jours (+-9mois)
3. Etre prêt à accepter tout emploi convenable

Choses à faire :

Entre le 1 juillet et le 1<sup>er</sup> août : inscription au forem

Entre le 1<sup>er</sup> août et +- le 1<sup>er</sup> mai (= 233jours) recherche de travail

- Après +- le 1<sup>er</sup> mai :
- réactivation de l'inscription au forem
  - choix d'une caisse de paiement (capac ou Syndicat)
  - pointage le 3 et 26 du mois

Que vais-je toucher comme revenus ?

Allocation familiales jusqu'à la fin du stage d'attente ensuite

Cohabitant : 325 €

Isolé : 595 €

Chef de ménage : 838 €

2.1 2em cas conditions :

1. Ne pas avoir été renvoyé pour fautes graves
2. Ne pas avoir quitter volontairement l'emploi précédent.
3. Etre prêt à accepter tout emploi convenable
4. Avoir travailler un certain nombre de jour pendant une certaine

période précédent le chômage (tableau ci-dessous)

NB : pas d'attente.

Age	Nombre de jours presté	Sur la période précédent de
- de 18 ans	/ (école obligatoire)	/
18 à 25 ans	312	18 mois
26 à 35 ans	312	18 mois
36 à 50 ans	468	27 mois
50 ans et +	624	36 mois

Montant des allocations chômage :

Chef de ménage : 60% du salaire brut perdu (min : 860 €, max : 1006 €)

Isolé : 1 jours → 1 an : 60% du salaire brut perdu (min : 723 €, max : 1006 €)

1 an et plus : 50% du salaire brut perdu (min : 723 €, max : 836 €)

Cohabitant : 1 jours → 1 an : 55% du salaire brut perdu (min : 540 €, max : 922 €)

Ensuite cela dépend du nombre d'année que l'on a travaillé

Si un an de travail du 12 → 15 mois : 40% du salaire brut perdu (min : 670 €,

Max : 540 €)

Si deux ans de travail : du 12 → 18 mois : idem 12 → 15 mois

Si trois ans de travail : du 12 → 21 mois : idem 12 → 15 mois

Si quatre ans de travail : du 12 → 24 mois : idem 12 → 15 mois

Etc...

Ensuite une fois la période terminée : un forfait fixe de 382 €

Documents la dette publique :

Le graphe en haut à gauche : → Evolution du déficit budgétaire global en % du PIB

Le tableau à droite : → Le solde net à financer

Dans ce tableau, colonne de droite en bas au +0,2

→ +0,2 car l'état a emprunté moins que ce qu'il doit remboursé

Document Budget 2001 :

Recettes : recettes finançant d'autres pouvoirs → région, communauté,...

Dépenses état fédéral : amortissement de la dette : il s'agit de 15 milliard

Documents Les solutions les enjeux (feuille causes du déficit) :

Privatisation attention danger :

<u>Sécurité sociale</u>	<u>Assurance privée</u>
SOLIDARITE	CHACUN POUR SOI
Couvre tous les risques en rapport avec le travail	Choisit les risques qu'elle veut assurer
Elle travaille au coût de revient	Elle travaille pour faire du bénéfice
On paie la prime identique aux autres, quelque soit le risque	On paie une prime plus élevée pour un risque plus grand
Les cotisations sont proportionnelles au salaire	On paie une prime en fonction de l'indemnité que l'on souhaite obtenir
On conserve ses droits si on tombe malade ou chômeur	On perd ses droits si on ne paie plus
La sécurité sociale assure tout le monde	L'assurance privée n'assure que ceux qui peuvent se le permettre

--	--

Documents tableau ONSS :

Cotisations sociales travailleurs (13,07 % de 108 % si ouvrier, 13,07 % de 100 % si employé)

+

Cotisations patronales (40,22 % de 108 % si ouvrier, 34,22 % de 100 % si employé)

↓

ONSS

↑

Subside de l'état

Bénéficiaires de l' INAMI : malades (remboursements soins de santé, frais de médecin + médicaments, indemnité maladie)

Bénéficiaires de l' ONP : pensionnés

Bénéficiaires de l' ONEM : chômeurs

Bénéficiaires de l' ONVA : vacanciers

Bénéficiaires de l' ONAFTS : mère de famille (frais de naissances (une fois), allocations familiales)

Bénéficiaires du FMP : victime de maladies professionnelles

Bénéficiaires du FAT : victimes d'un accident de travail

INAMI : institut national d'assurance maladie et invalidité

ONEM : office national des pensions

ONP : office national des pensions (de retraite et de survie)

ONVA : office national des vacances annuelles

ONAFTS : office national d'allocations familiales des travailleurs salariés

FMP : fonds des maladies professionnelles

FAT : fonds des accidents du travail

**Pouvoir financier.**

**Fonctionnement d'une société anonyme.**

Assemblée générale des actionnaires

↓(Norme et contrôle)

Conseil d'administration



Comité de gestion courant



Président directeur générale = administrateur délégué

- directeur commercial
- directeur technique
- directeur financier
- directeur administrateur

Qui gère au quotidien ?

C'est le PDG avec les différents directeur de département.

Qui détient le pouvoir de décision final ?

Les actionnaires MAIS le véritable pouvoir de décision est aux gros actionnaires. Les petits actionnaires. Les petits actionnaires n'existent pas à l'assemblée générale.

Qui sont généralement les holdings ? Qu'est-ce qu'un holding ?

C'est une S.A (généralement issue d'une banque) dont l'activité unique consiste à financer d'autres S.A. dans le but de les contrôler et ainsi augmenter leurs pouvoir. En détenant 20% du capital d'une S.A., un holding peut contrôler cette S.A. car les 80% restant sont entre les mains des petits actionnaires. Cependant un holding qui possède 20% du capital d'une S.A. peut la contrôler mais n'est pas à l'abri d'une O.P.A. (Offre Publique d'Achat). Pour être à l'abris d'une O.P.A. il faut détenir 50,1% du capital.

Qu'est-ce qu'une O.P.A.?

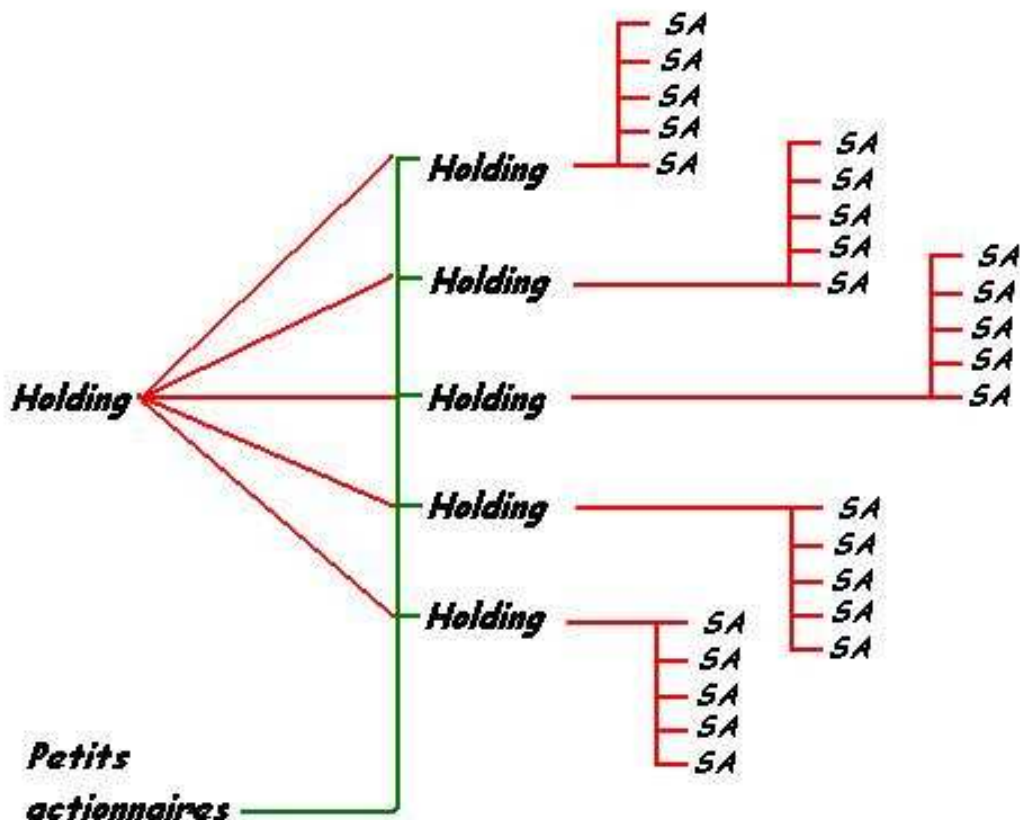
Offre publique d'achat, offre par laquelle une société fait connaître au publique son attention d'acquérir un certain nombre de titres d'une société afin de la contrôler.

ex: 1<sup>er</sup> Mars 1998 , groupe Carlos de Benedicti fait une O.P.A. aux petits actionnaires de la société générale de Belgique (8000fb contre 4000fb coté en bourse dans le but de contrôler cette société générale de Belgique.

Schéma de contrôle par participation directe de 5 S.A. (capital 1.000.000 €) par un holding (capital 1.000.000€) :



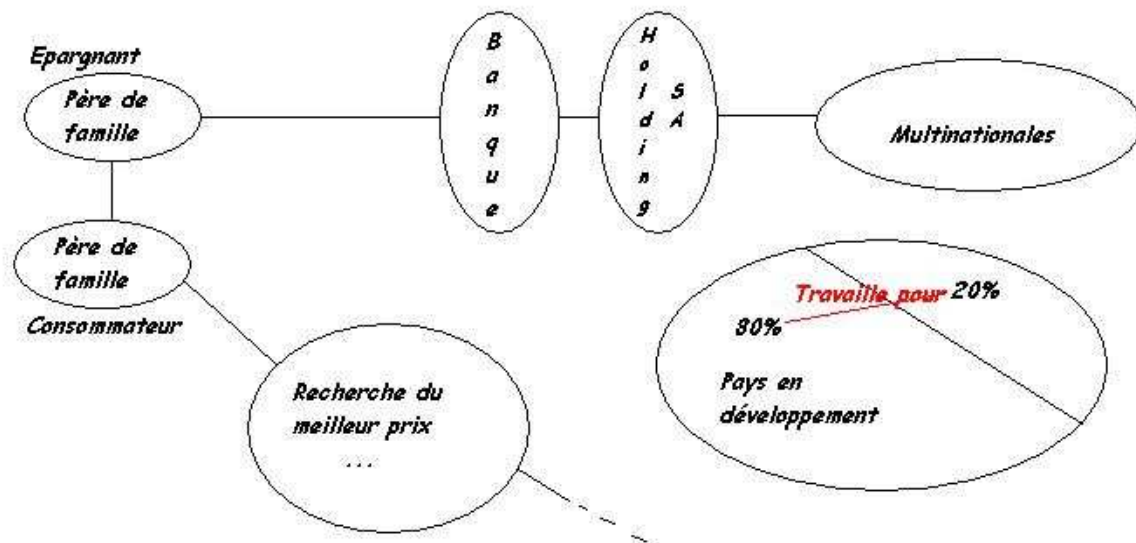
Schéma de contrôle par participation indirecte de 25 S.A. (1.000.000€ de capital) par un holding (capital de 1.000.000€) :



Les holdings ne font que financer. Ils dominent le monde. Ils ont le pouvoir de créer de l'emploi, de délocaliser, ils dominent la mondialisation.

## Logique du profit.

Schéma :



80% de travailleurs exploités (pas de lois sociales, pas de protection,...). Qu'importe ce que nous faisons, nous entraînons la logique du profit. On cherchera toujours à gagner de l'argent. Il en résulte qu'il y a du chômage chez nous, et des esclaves dans les pays en voie de développement.

NB: avoir expliquer chômage + notes ci-dessus.

*DOCUMENTS : "Maîtriser la spéculation" + "La distribution des revenus dans le monde prend l'allure d'une coup de champagne" + "Entreprise mondiale et impuissance démocratique" + "L'empire Berlusconi"*

## Pouvoir judiciaire.

### **Tribunal correctionnel.**

Se compose du juge, du procureur du roi, du greffier, du huissier, du parti civil (et éventuellement avocats), de l'inculpé et de son(s) avocat(s) et finalement s'il s'agit des assises, des jurés.

Le procureur du roi peut être remplacé par un avocat général ou procureur général du cabinet du procureur du roi.

Le greffier s'occupe de la délivrance des copies, de la consommation des minutes, des pièces de procédure.

L'huissier, organise l'audience (ou les audiences), signe les actes de procédure et les décisions de justice, assure l'exécution de ceux qui ont fait l'exécutoire, et de procéder à des constats.

### **Structure du pouvoir judiciaire.**

On retrouve dans le système judiciaire deux fonctions, une civile pour régler les conflits et une fonction pénale pour punir les infractions.

Le tribunal de justice de paix et le tribunal de police sont au niveau inférieur. Au niveau suivant on retrouve le tribunal de commerce, le tribunal civil de 1<sup>er</sup> instance, tribunal du travail et le tribunal correctionnel.

Au niveau supérieur on retrouve la cour d'appel et la cour du travail.

Il existe la cour d'assise qui n'est pas classable dans un niveau qui s'occupe des crimes et des délits de presse et de délits politiques.

Enfin tout en haut on retrouve la cour de cassation qui peut se permettre de casser un verdict s'il y a eu défaut de procédure. Elle cassera, mais ne s'occupera pas du procès, il se fera entièrement à la cour d'appel ou cour d'assise.

<b><u>Catégorie</u></b>	<b><u>Nombre et siège</u></b>	<b><u>Compétences</u></b>	<b><u>Fonction</u></b>
Cour de cassation	1 → Bruxelles	Décide de casser ou non un verdict de la cour d'appel ou la cour d'assise	Civile et pénale
Cours d'assise	11 → 1 par province + Bxl	- Crime - Délit de presse - Délit politique	Pénale
Cours d'appel	5 → Bxl, Liège, Gand, Anvers, Mons	Appel du tribunal de commerce, du tribunal correctionnel et du tribunal civil de 1 <sup>er</sup> instance	Civile et pénale
Cours du travail	5 → Bxl, Liège, Gand, Anvers, Mons	Appel du tribunal de travail	Civile
Tribunaux du travail	27 → 1 par arrondissement	Conflits sociaux (patron, ouvrier, syndicat, mutuel, ...)	Civile
Tribunaux du commerce	27 → 1 par arrondissement	- Affaire commerciale de + de 1875€ - Appel justice de paix	Civile
Tribunaux	27 → 1 par	- Conflits de + de 1875€	Civile

civils de 1 <sup>er</sup> instance	arrondissement	- Divorce - Héritage - Appel du tribunal de justice de paix	
Tribunaux de la jeunesse	27 → 1 par arrondissement	- Jeunes de – de 18 ans	Prévention
Tribunaux correctionnel	27 → 1 par arrondissement	- Délits - Crime correctionnel (correctionnalisé) - Appel tribunal de police	Pénale
Tribunaux de police	32 → 1 par arrondissement + supplément dans grands cantons	- Juge les contraventions	Pénale
Justices de paix	222 → 1 par canton judiciaire	- Conflit familiaux excepté divorce - Conflit de – de 1875€ - Contrat de bail, location,...	Civile

*DOCUMENTS : "Résumé concernant le pouvoir judiciaire" + "Quel tribunal sera compétent pour els affaires suivantes (facultatif)" + « La procédure dans un procès pénal (facultatif)»*

## Les institutions européennes.

### Étapes de la prise de décision européenne.

- Préparation, initiative.

Par la commission

Composé de 30 commissaires (1 par petit pays, 2 par grands pays)

Chaque commissaire prépare un projet de son domaine.  
Sert à faire avancer l'union.

Représente les intérêts de l'Europe.

Siège : Bruxelles.

- Examen du projet et vote.

Par le conseil des ministres

Composé de 15 délégation (1 par pays) qui varie en fonction du projet

Décisions prises à l'unanimité ou à la majorité qualifiée

Représente les intérêts de chaque état membre

Siège : 50% des cas à Bruxelles.

- Représentation du projet adopté par les 1<sup>er</sup> ministres aux députés européens.

- Vote.

Par le parlement européen.

Composé de 624 députés européen élus dans un suffrage universel

Représente les intérêts des citoyens.

Siège : A Bruxelles ou à Strasbourg.

- Exécution de la décision par la commission.

Rem : - cours de justices à Strasbourg  
- Conseil des ministres ralentit tout.

*DOCUMENTS : "Démocratie =..." + "Pouvoir exécutif européen"*